

DÉVELOPPEMENT ET PROMOTION DE L'HÉVÉACULTURE

Diagnostic des opportunités de production de caoutchouc dans le paysage de Yangambi

L'intervention de l'Union européenne à travers le 11ème Fonds européen de développement (FED) inscrit le secteur de l'environnement, de la conservation de la biodiversité et de l'agriculture durable dans les priorités nationales de la République démocratique du Congo (RDC). Le projet Formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo (FORETS) contribue au développement du paysage centré sur la Réserve de biosphère de Yangambi (RBY).

FORETS poursuit un objectif principal :

Contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnemental unique de la RDC en préservant l'intégrité de la RBY et en augmentant les retombées économiques positives pour les populations locales.

Que sous-tendent trois objectifs spécifiques :

- Contribuer à la conservation et la valorisation de la biodiversité et des services écosystémiques de la RBY, par la préservation de son intégrité et une amélioration de la gestion/gouvernance.
- Encourager et valoriser durablement la production agricole et forestière au bénéfice du développement socio-économique des populations des zones tampons et d'influence de la RBY.
- Atténuer la déforestation des écosystèmes naturels, cause principale du changement climatique au niveau global, et augmenter la séquestration de carbone par l'action de protection, restauration, valorisation et gestion durable des ressources naturelles dans et autour de la RBY.

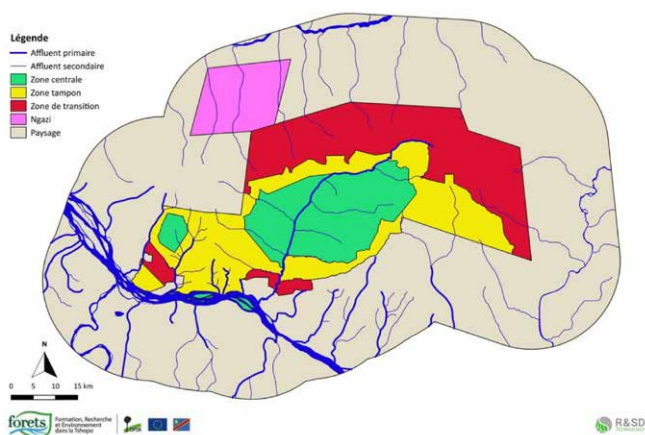


Fig. 1 : Zone d'intervention.

Les limites non officielles de la RBY comprennent trois zones : centrale, tampon et transition (fig. 1). De nombreux cours d'eaux sillonnent ce paysage d'une contenance totale de 843 460 ha.

En tant que culture pérenne industrielle, la production de caoutchouc naturel est parmi les activités qui pourraient contribuer au développement socio-économique des populations riveraines de la Réserve de Biosphère de Yangambi (RBY) d'autant plus que cette culture y était déjà pratiquée dans le passé

Une étude de faisabilité pour le développement et la promotion de l'hévéaculture dans la zone de Yangambi a été effectuée en avril 2018. Elle devait mettre en évidence si cette filière mérite ou non d'être appuyée dans le cadre d'un projet qui vise à promouvoir une meilleure gestion des ressources naturelles, améliorer la qualité de vie de la population et lutter contre la pauvreté.

L'étude s'est basée sur une analyse documentaire et des recherches sur l'hévéaculture. Des visites de sites et des rencontres avec des acteurs-clés de la filière ont également eu lieu.

Les objectifs spécifiques étaient les suivants :

- étudier le contexte de la production de caoutchouc naturel autour de la RBY (acteurs de la filière, variétés exploitées, commercialisation, etc.) ;
- identifier les typologies de production de caoutchouc naturel les plus prometteuses en termes de faisabilité technique, accès au marché, besoin en infrastructures, mode de gestion de l'hévéaculture compatible avec les habitudes socioculturelles locales, etc. ;
- proposer une collaboration synergique entre les producteurs de caoutchouc naturel et les institutions de recherche ;
- faire des propositions quant à l'intervention d'investisseurs privés en appui aux activités de la production de caoutchouc naturel ;
- proposer une approche intégrée de la filière hévéa avec d'autres pratiques agricoles.

Le sol et le climat de la zone de Yangambi conviennent à l'hévéaculture. Cependant, c'est une culture pérenne de cycle long, sophistiquée et qui demande des connaissances techniques depuis la production de matériel végétal jusqu'à la récolte.

L'INERA gère un programme de recherche se focalisant sur l'amélioration génétique des variétés d'hévéa (*Hevea brasiliensis*) et la production de caoutchouc. Le programme national de recherche sur l'hévéaculture est situé à Yangambi et une station expérimentale de recherche se trouve à Ngazi.

La station de Yangambi possède des essais répartis sur 633 ha exploitables dont 225 ha en saignée, un champ semencier (25 ha) et un parc à bois de greffe (4 ha). Il y a également 725 ha de jachères, plantés d'hévéa avant 2012 mais éliminés au profit de cultures vivrières non autorisées.

La station de Ngazi, à 30 km de Yangambi est difficile d'accès et comporte 840 ha d'hévéas exploitables datant de 1933, dont seulement 150 ha ont été saignés récemment.

Pour l'ensemble des plantations de l'INERA, le potentiel est estimé à 1 400 T de FDT /an dans un rayon de 30 km. Théoriquement, une unité de production de caoutchouc sec exportable en balles de 35 kg se justifie pour absorber cette production. La question se pose de savoir où installer cette usine, qui la gèrerait et où écouler la marchandise.

Le centre de recherche de Yangambi et la station de Ngazi disposent tous les deux d'une usine de transformation du latex. Cependant, elles ne sont plus opérationnelles et leur état de délabrement suscite des interrogations quant à leur éventuelle réhabilitation. La proximité du fleuve navigable jusqu'à Kinshasa et la topographie du site de Yangambi sont cependant des atouts à l'implantation d'une nouvelle usine. Toutefois, une étude de marché est nécessaire pour évaluer la faisabilité d'une telle entreprise.

Tant à Yangambi que Ngazi, la majorité du personnel permanent a passé l'âge de la retraite, les plantations d'hévéa sont vieilles et peu ou pas entretenues, et aucune cartographie n'est disponible. Faute de produit et d'équipement, les méthodes de saignée sont archaïques et sans stimulation ce qui limite la productivité. Les saigneurs sont tous employés temporairement et payés à la tâche un salaire dérisoire. Il n'y a pas d'application d'itinéraire technique.

Toutefois, l'INERA dispose encore de quelques bons techniciens de l'hévéaculture dont les connaissances mériteraient d'être mises à jour.

Le rapport montre que, faute de marchés, la population locale préoccupée par sa sécurité alimentaire s'est détournée de l'hévéaculture au profit de cultures vivrières de cycle court.

En ce qui concerne les acteurs de la filière, outre l'INERA, il y aurait à Yabaondo (25 km de Busira-Lomami et 70 km de Yangambi) environ 1700 ha d'hévéas gérés par une coopérative en quête de partenaires. Il semblerait qu'il existe également quelques plantations villageoises exploitées près d'Isangi.



Fig. 2 : Récolte du latex à moindres coûts.

Actuellement, il y a un seul acheteur de FDT qui les expédie en Ouganda, Tanzanie ou Kenya. Cependant, cet acteur semble être taxé de toutes parts à tel point que son avenir est incertain.

La filière ne dispose pas de fournisseurs d'intrants, d'associations professionnelles, de fonds d'aides à la vulgarisation ni même d'appui aux producteurs. L'INERA n'est plus en mesure d'encadrer les producteurs.

Les prix bas pratiqués et la demande très fluctuante ne sont pas de nature à motiver de potentiels acteurs de la filière. Il faudrait créer des associations professionnelles de producteurs ou manufacturiers et aussi définir un système de prix des matières premières stable et transparent avec une valeur de référence.

Dans un souci de productivité, il serait utile d'associer sur une même parcelle différents clones recommandés pour leurs caractéristiques et d'une provenance reconnue et certifiée.

Il y a 135 clones à Yangambi dont 9 dits « clones d'élite ». Cependant, Yangambi a sa propre dénomination des clones et aucune archive n'est disponible quant à leurs provenances. Une identification par électrophorèse est nécessaire pour connaître les clones performants dans la zone et établir d'éventuelles similitudes avec des clones connus ailleurs.

L'adoption de clones performants par les agriculteurs devrait être encouragée à travers de l'expérimentation participative impliquant les institutions de recherche, les villageois et des sociétés privées pour les essais de terrain.

En ce qui concerne l'approche intégrée, les associations hévéa/café et hévéa/cacao semblent les plus intéressantes. Toutefois, dans le contexte de la RBY, les prix du cacao et du café sont très faibles et les quantités disponibles dérisoires.

L'hévéa peut aussi être associé à d'autres cultures pérennes comme le kolatier, le citrus, la noix de cajou, etc. pour créer des systèmes agroforestiers adaptés à l'agriculture familiale et rentables pour autant que le marché soit présent ou qu'il y ait un potentiel de développement.

Par ailleurs, le bois provenant de l'abattage de vieilles plantations d'hévéa pourrait être valorisé par exemple sous forme de charbon ou de bois de construction et par conséquent intervenir dans une économie d'échelle plus grande.

L'hévéaculture est une alternative durable qui peut contribuer au développement socio-économique de la RBY pour autant que l'on identifie les éléments qui ont freiné son expansion par le passé et que ce créneau soit redynamisé. Le manque d'encadrement technique, de variétés adaptées à la zone ou de réseau commercial sont autant d'obstacles identifiés.

Afin de redynamiser la filière, il est recommandé de :

- mettre en contact les acteurs de la filière avec des professionnels hévéas pour échanger leurs expériences ;
- embaucher les saigneurs de façon permanente, leur confier diverses tâches au sein des plantations et les équiper correctement ;
- introduire de nouveaux bois de greffe provenant de clones élites d'autres origines et suivre leur adaptation ;
- supporter l'INERA dans ses essais de cultures intercalaires et l'installation de champs pilotes, et cartographier ses plantations ;
- développer des itinéraires techniques en y intégrant des cultures vivrières et les faire appliquer de façon stricte ;
- envisager l'installation d'une usine de granulés en balles de caoutchouc directement exportables après avoir identifié des acheteurs potentiels à l'étranger ;
- soutenir l'installation d'une parcelle de démonstration à Yelongo (10 km de Yangambi) et envisager d'y installer une usine de granulés gérée par une structure privée qui achèterait tous les FDT de la région et les vendrait en balles de caoutchouc ;
- envisager un partenariat entre certains acteurs du secteur pour la commercialisation et la production de FDT.

Le développement de l'hévéaculture en milieu rural nécessite une forte implication de l'État dans le soutien aux institutions de recherche et le financement de nouvelles plantations ou unités de transformation.

1. Résultats spécifiques et impacts attendus des activités du Projet FORETS

Les investigations sur la filière de l'hévéa s'inscrivent dans l'(es) activité(s) suivante(s) :

- OS2R2A1 : Etude des filières agricoles, sylvicoles et piscicoles

Il n'y a pas d'indicateur objectivement vérifiable directement associé à l'activité de la production de l'hévéa.

- PSE - Indicateurs de bien-être humain : non pertinent.
- PSE - Indicateurs intégrité écologique : #8 (conservation de la biodiversité).

2. Rôles spécifiques des acteurs

Le schéma matriciel des rôles dans le cadre de ces activités est le suivant

Acteurs \ Rôles	Planification	Organisation	Coordination	Réalisation	Contrôle
CIFOR			X		X
R&SD			X		X
Secteur Privé*	X	X	X	X	X
INERA*	X	X	X	X	X

* Procédure de sous-traitance, contrat de services, contrat de travaux, etc. tous basés sur la performance et la qualité des livrables, y compris la documentation de ceux-ci.

3. Préciser les bénéficiaires direct et indirects

Les bénéficiaires directs sont :

- INERA

Les bénéficiaires indirects sont :

- Acheteurs de latex
- Ouvriers récolteurs

4. Gestion du risque et durabilité des impacts

La gestion du risque est essentiellement assurée par les obligations contractuelles de la procédure de sous-traitance, la concertation entre les parties-prenantes et l'existence d'un contrôle qualité.

La durabilité des impacts relève des parties prenantes, en particulier des bénéficiaires directs énoncés ci-avant.



Ce projet, qui est financé par l'Union européenne, est mené par le CIFOR dans le cadre du Programme de recherche du CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie (FTA), avec l'appui financier des donateurs du Fonds du CGIAR : on.cgiar.org/CGIARFundDonors.



PROGRAMME DE RECHERCHE SUR les Forêts, les Arbres et l'Agroforesterie



IFA SOCIYA

UNIVERSITE DE KISANGANI



IITA Research in Northern Africa



cirad



Photos : Axel Fassio/CIFOR

cifor.org/forets | forestsnews.cifor.org



Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)

Le CIFOR contribue au bien-être humain, à l'équité et à l'intégrité de l'environnement en réalisant des travaux de recherche novateurs, en renforçant les capacités de ses partenaires et en nouant le dialogue avec tous les acteurs afin d'éclairer les politiques publiques et les pratiques qui touchent les forêts et les populations. Le CIFOR est un centre de recherche du CGIAR et dirige le Programme de recherche du CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie (FTA). Le siège du CIFOR est à Bogor, Indonésie, avec des bureaux à Nairobi, Kenya; Yaoundé, Cameroun et Lima, Pérou.

